



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-122116>

Département(s) de publication : **33**

Annonce n° **25-122116**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : COMMUNE DE MARTIGNAS SUR JALLE

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Fournitures de denrées alimentaires par une centrale d'achat ou de référencement pour le compte de la cuisine centrale de Martignas-sur-Jalle

**Description** : Le présent marché constitue un accord-cadre mono-attributaire, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique sans mention de minimum et pour un montant annuel maximum de 380 000 € +/- 10% TTC. Les bons de commandes sont établis par référence au bordereau des prix unitaires. Ce marché a pour objet la fourniture de denrées alimentaires par une centrale d'achat ou de référencement pour la cuisine centrale de la Ville de Martignas-sur-Jalle. Le Pouvoir Adjudicateur ne dispose pas de services logistiques dédiés au suivi des commandes. Aussi, elle souhaite se procurer ses approvisionnements en denrées alimentaires auprès d'une centrale d'achat ou de référencement publique ou privée. Elle procédera à l'acquisition des fournitures en denrées alimentaires par le biais des marchés attribués par la centrale d'achat ou de référencement. Les prestations attendues sont détaillées dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le pouvoir adjudicateur passera ses commandes auprès des fournisseurs référencés sur la mercuriale ou le catalogue de la centrale d'achat ou de référencement. Cette dernière s'assurera de la livraison de l'ensemble des produits, par l'intermédiaire de ses fournisseurs référencés quelle que soit la taille de la structure à livrer et le montant de la marchandise à livrer. La centrale d'achat ou de référencement retenue devra être en mesure de proposer des fournisseurs en capacité d'approvisionner les denrées suivantes : • Poissons frais • Beurre-Œuf (produits laitiers) • Fromages • Fruits • Légumes • Viandes • Charcuteries • Plats cuisinés • Surgelés • Épicerie • Eau et boissons Et suivant les dispositions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite loi « EGAlim »), à savoir : pour la restauration collective, la loi instaure l'obligation de servir des repas « dans les restaurants

collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge » qui comprennent une part au moins égale à 50 % (60% pour les viandes et poissons) de produits bénéficiant de labels ou issus des circuits courts (en valeur HT) dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique (en valeur HT). Les labels autorisés dans les 50 % (60% pour les viandes et poissons) ont été fixés par un décret du 23 avril 2019. Il s'agit de : • Le label rouge ; • L'appellation d'origine ; • L'indication géographique ; • La spécialité traditionnelle garantie ; • La mention « issus d'une exploitation de haute valeur environnementale » ; • La mention « fermier » ou « produit de la ferme » ou « produit à la ferme », pour les produits pour lesquels existe une définition réglementaire des conditions de production. La centrale d'achat devra ainsi assurer une mission d'assistance et devra s'engager à offrir au Pouvoir Adjudicateur dès notification, la possibilité de trouver des fournisseurs locaux, biologiques et labellisés.

**Identifiant de la procédure :** 0e77da18-0627-497a-8e54-b22ce16fb68f

**Identifiant interne :** PPP1OG-61/5050/2025/07-01-00

**Type de procédure :** Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure :** appel d'offres ouvert

#### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 55523100 Services de restauration scolaire

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Gironde ( FRI12 )

**Pays :** France

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Gironde ( FRI12 )

**Pays :** France

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,266,666.64 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Fournitures de denrées alimentaires par une centrale d'achat ou de référencement pour le compte de la cuisine centrale de Martignas-sur-Jalle

**Description :** Le présent marché constitue un accord-cadre mono-attributaire, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique sans mention de minimum et pour un montant annuel maximum de 380 000 € +/- 10% TTC. Les bons de commandes sont établis par référence au bordereau des prix unitaires. Ce marché a pour objet la fourniture de denrées alimentaires par une centrale d'achat ou de référencement pour la cuisine centrale de la Ville de Martignas-sur-Jalle. Le Pouvoir Adjudicateur ne dispose pas de services logistiques dédiés au suivi des commandes. Aussi, elle souhaite se procurer ses

approvisionnements en denrées alimentaires auprès d'une centrale d'achat ou de référencement publique ou privée. Elle procédera à l'acquisition des fournitures en denrées alimentaires par le biais des marchés attribués par la centrale d'achat ou de référencement. Les prestations attendues sont détaillées dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le pouvoir adjudicateur passera ses commandes auprès des fournisseurs référencés sur la mercuriale ou le catalogue de la centrale d'achat ou de référencement. Cette dernière s'assurera de la livraison de l'ensemble des produits, par l'intermédiaire de ses fournisseurs référencés quelle que soit la taille de la structure à livrer et le montant de la marchandise à livrer. La centrale d'achat ou de référencement retenue devra être en mesure de proposer des fournisseurs en capacité d'approvisionner les denrées suivantes : • Poissons frais • Beurre-Cœuf (produits laitiers) • Fromages • Fruits • Légumes • Viandes • Charcuteries • Plats cuisinés • Surgelés • Épicerie • Eau et boissons Et suivant les dispositions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite loi « EGalim »), à savoir : pour la restauration collective, la loi instaure l'obligation de servir des repas « dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge » qui comprennent une part au moins égale à 50 % (60% pour les viandes et poissons) de produits bénéficiant de labels ou issus des circuits courts (en valeur HT) dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique (en valeur HT). Les labels autorisés dans les 50 % (60% pour les viandes et poissons) ont été fixés par un décret du 23 avril 2019. Il s'agit de : • Le label rouge ; • L'appellation d'origine ; • L'indication géographique ; • La spécialité traditionnelle garantie ; • La mention « issu d'une exploitation de haute valeur environnementale » ; • La mention « fermier » ou « produit de la ferme » ou « produit à la ferme », pour les produits pour lesquels existe une définition réglementaire des conditions de production. La centrale d'achat devra ainsi assurer une mission d'assistance et devra s'engager à offrir au Pouvoir Adjudicateur dès notification, la possibilité de trouver des fournisseurs locaux, biologiques et labellisés.

**Identifiant interne :** 2025/07-01-00\_1

#### 5.1.1 **Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 55523100 Services de restauration scolaire

#### 5.1.2 **Lieu d'exécution**

**Adresse postale :** Avenue de Verdun

**Ville :** Martignas sur Jalle

**Code postal :** 33127

**Subdivision pays (NUTS) :** Gironde ( FRI12 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Restaurant Scolaire

#### 5.1.3 **Durée estimée**

**Durée :** 48 Mois

#### 5.1.4 **Renouvellement**

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

**Autres informations sur le renouvellement :** Le marché comporte trois reconductions.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 1,266,666.64 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Coût

**Description** : Prix

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (points, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 40

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (points, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 60

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://demat-ampa.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://demat-ampa.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 04/12/2025 à 12:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé : non**

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants : 1**

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** DREETS Nouvelle Aquitaine - Pôle C

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Bordeaux

**Informations relatives aux délais de recours :** Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : Tribunal administratif de Bordeaux

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** COMMUNE DE MARTIGNAS SUR JALLE

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Bordeaux

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** COMMUNE DE MARTIGNAS SUR JALLE

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** COMMUNE DE MARTIGNAS SUR JALLE

**Numéro d'enregistrement :** 21330273000014

**Adresse postale :** 3 avenue de la république

**Ville :** MARTIGNAS SUR JALLE

**Code postal :** 33127

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Point de contact :** Jérôme PEScina

**Adresse électronique :** [accueilmairie@ville-martignas.fr](mailto:accueilmairie@ville-martignas.fr)

**Téléphone :** +33 557970050

**Adresse internet :** <http://www.ville-martignas.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

## **Organisation qui reçoit les demandes de participation**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : DREETS Nouvelle Aquitaine - Pôle C

**Numéro d'enregistrement** : 130 029 275 00018

**Adresse postale** : 118, cours de Maréchal Juin

**Ville** : BORDEAUX CEDEX

**Code postal** : 33075

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : na.polec@dreets.gouv.fr

**Téléphone** : +33 556692745

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Bordeaux

**Numéro d'enregistrement** : 173 300 054 00025

**Adresse postale** : 9, rue Tastet - BP 947

**Ville** : BORDEAUX CEDEX

**Code postal** : 33063

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

**Téléphone** : +33 556993800

**Télécopieur** : +33 556243903

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

### **Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : db6ff207-3eea-4652-84d3-1151c9187f63 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché – régime assoupli

**Date d'envoi de l'avis** : 03/11/2025 à 10:48

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 03/11/2025